



**RÉGION
BOURGOGNE
FRANCHE
COMTÉ**

ARRETÉ N° 2021_B_13746

Portant sur les modalités d'attribution des subventions dans le cadre du type d'opérations 8.6.2 du PDR Bourgogne relatif à la mécanisation des entreprises de travaux sylvicoles et d'exploitation forestière

La Présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté,

- Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, modifié ;
- Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), modifié ;
- Vu le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune, modifié ;
- Vu le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* prolongé jusqu'au 31/12/2023 par le règlement (UE) n° 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 ;
- Vu le règlement (UE) n°2020/2220 du Parlement européen et du Conseil du 23 décembre 2020 établissant des dispositions relatives au soutien du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) en 2021 et 2022, et modifiant les règlements (UE) n°1305/2013, (UE) n°1306/2013, (UE) n°1307/2013 en ce qui concerne les ressources et leur application en 2021 et 2022 et le règlement (UE) n°1308/2013 en ce qui concerne les ressources et la répartition de ce soutien pour les exercices 2021 et 2022.
- Vu le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche,

- Vu le règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires,
- Vu le règlement délégué (UE) No 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) no 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité,
- Vu le règlement d'exécution (UE) No 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) no 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité,
- Vu le règlement d'exécution (UE) No 808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) no 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader),
- Vu le règlement d'exécution (UE) 2016/669 de la Commission du 28 avril 2016 modifiant le règlement d'exécution (UE) no 808/2014 en ce qui concerne la modification et le contenu des programmes de développement rural, la publicité de ces programmes, et les taux de conversion en unités de gros bétail,
- Vu le règlement d'exécution (UE) 2021/73 de la Commission du 26 janvier 2021 modifiant le règlement d'exécution (UE) no 808/2014 portant modalités d'application du règlement (UE) no 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;
- Vu la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles n°2014-58 du 27 janvier 2014, notamment son article 78,
- Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'agroalimentaire et la forêt,
- Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-1-1, L1511-1-2 et L4221-5,
- Vu le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020,
- Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Vu le décret n° 2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020,
- Vu le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020,
- Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020,

- Vu l'arrêté du 30 mars 2010 portant agrément de l'Agence de services et de paiement (ASP) comme organisme payeur des dépenses financées par les fonds de financement des dépenses agricoles et comme organisme de coordination en matière de financement de la politique agricole commune,
- Vu le régime cadre en vigueur en lien avec le Programme de Développement Rural n° SA.41595 « aides au développement de la sylviculture et à l'adaptation des forêts au changement climatique » (modifié par le régime SA 59142), entrée en vigueur le 12 août 2016 jusqu'au 31 décembre 2025, modifié le 12 janvier 2021 ;
- Vu le Programme de développement rural de la Région Bourgogne approuvé le 7 août 2015 et sa version 9 adoptée par la Commission européenne le 11 juin 2021,
- Vu la délibération du Conseil régional du 17 mars 2014 et du 8 septembre 2014 demandant l'autorité de gestion du Feader pour la période 2014-2020,
- Vu la délibération du Conseil régional du 2 juillet 2021 donnant délégation de pouvoir à la présidente du Conseil régional de l'attribution et la mise en œuvre des subventions liées à la gestion du FEADER pour la période de programmation 2014-2020,
- Vu la convention du 21 mars 2014 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1310/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Bourgogne,
- Vu la convention tripartite en date du 20 janvier 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Bourgogne et son avenant signé le 17 mai 2016,
- Vu la consultation écrite du comité régional des mesures forestières du 9 au 13 février 2015 sur l'ensemble du dispositif,
- Vu la consultation écrite du collège FEADER du comité de suivi interfonds du 18 au 31 mars 2015 sur les critères de sélection,
- Vu la consultation écrite du collège FEADER du comité de suivi interfonds du 27 juillet au 10 août 2018 sur les critères de sélection,

Sur proposition du Directeur général des services de la Région Bourgogne-Franche-Comté ;

ARRETE

Article 1 : Objectifs généraux

La politique forestière régionale a pour objectif d'améliorer la mobilisation de la ressource forestière. Elle vise notamment à améliorer la productivité des entreprises forestières actives dans les domaines de la sylviculture et de la récolte des bois.

Article 2 : Objectifs particuliers

L'objectif de cet arrêté est de décrire les conditions d'octroi des aides en faveur de la mécanisation des entreprises de travaux sylvicoles et d'exploitation forestière en reprenant

d'une part les dispositions relatives à ce dispositif dans le PDR Bourgogne (qui sont ici complétées notamment au niveau des critères de sélection) et d'autre part celles retenues par le Conseil régional pour l'attribution des contreparties nationales.

Article 3 : Description du dispositif

- **Matériels éligibles**

- Porteurs
- Débusqueurs
- Câbles-mâts
- Remorques forestières
- Equipement forestier d'un tracteur agricole (poste inversé et protections notamment)
- Broyeurs tractés
- Broyeurs automoteurs
- Machines d'abattage (abatteuses ou pelles munies d'une tête de bûcheronnage ou d'une cisaille)
- Têtes de bûcheronnage
- Cisailles
- Tracks ou chenilles améliorant la portance des engins forestiers
- Mini-pelles de moins de 12 tonnes « équipées forestières » (équipée d'un outil dent de sous-solage par exemple)

- **Ne sont pas éligibles**

- Les matériels d'occasion et les consommables (huile de chaîne par exemple)
- Les investissements de simple remplacement. Toutefois ne sont pas considérées comme un simple remplacement et sont éligibles les dépenses d'acquisition d'un bien entièrement amorti au plan comptable, à la date de complétude des dossiers, selon les normes comptables en vigueur

La TVA n'est pas éligible.

Un dossier est éligible à compter de 15 000 € d'investissement hors taxes.

Les dépenses engagées dans le cadre d'opérations de crédit-bail sont éligibles selon les modalités et conditions suivantes :

- a) Le bailleur reçoit l'aide qui est utilisée pour réduire les loyers versés par le preneur pour les biens faisant l'objet du contrat de crédit-bail.
- b) Les contrats de crédit-bail doivent comporter une période de rachat ou prévoir une période de bail minimale de cinq ans.
- c) En cas de fin de contrat anticipée qui n'aurait pas été approuvée par les autorités compétentes, le bailleur rembourse aux autorités concernées la part de l'aide correspondant à la période de bail restant à courir.
- d) L'achat du bien par le bailleur, justifié par une facture acquittée ou une pièce comptable de valeur probante équivalente, constitue la dépense éligible.

- e) Les coûts autres et liés notamment au contrat de crédit-bail tels que les taxes, marges du bailleur, coûts de refinancement, frais généraux et frais d'assurance sont exclus des dépenses éligibles.
- f) L'aide versée au bailleur doit être utilisée intégralement au profit du preneur soit par la voie d'une réduction uniforme de tous les loyers sur la période du bail, soit selon un échéancier des réductions fixé par une clause du contrat ne pouvant excéder la durée du bail.
- g) Le bailleur apporte la preuve que l'aide sera transférée intégralement au preneur en établissant une ventilation des loyers ou en appliquant une méthode alternative fournissant une assurance équivalente.
- h) Les coûts visés au point e), l'utilisation des bénéfices fiscaux résultant de l'opération de crédit-bail et les autres conditions du contrat doivent être équivalents à ceux applicables en l'absence d'aide.
- i) Une convention tripartite (autorité de gestion ou organisme intermédiaire, bailleur, preneur) est nécessaire pour déterminer les missions et les responsabilités de chacun.
- j) Une copie du contrat de bail est à fournir au service en charge de l'instruction de l'opération.

- **Bénéficiaires de l'aide**

Petites et moyennes entreprises actives dans le domaine des travaux sylvicoles ou de l'exploitation forestière et ayant leur siège social sur le territoire du PDR Bourgogne.

L'aide est conditionnée à la fourniture d'un plan d'entreprise détaillant le rayon d'action de l'entreprise et le tarif moyen d'achat de ses prestations.

Article 4 : Nature et montant de l'aide

- **Nature de l'aide**

Il s'agit d'une subvention.

- **Montant et taux d'aide**

Subvention Région / Feader (avec un taux de cofinancement du Feader de 53 %) de :

- 20 % pour les matériels de débardage
- 15 % pour les autres matériels
- majoration de 5 % dans le cas d'une entreprise de moins de 3 personnes

L'aide s'inscrit dans le cadre du régime-cadre n° SA.41595 « Aides au développement de la sylviculture et à l'adaptation des forêts au changement climatique » (modifié par le régime SA 59142), ou dans le cadre du règlement communautaire CE 1407/2013 relatif aux aides *de minimis* prolongé jusqu'au 31/12/2023 par le règlement (UE) n° 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020. Dans ce cadre, le montant brut des aides *de minimis* octroyées à un même porteur de projet ne peut excéder 200 000 € au cours des 3 derniers exercices fiscaux (y compris l'année du dépôt de la demande).

L'aide pourra donc être plafonnée du fait des aides *de minimis* déjà délivrées sur cette période.

- **Plafonds de dépenses éligibles (cf. règles cofinanceur Région)**

- Porteurs : 260 000 €
- Débusqueurs : 260 000 € pour un débusqueur 6 roues, 250 000 € pour un débusqueur 4 roues à grue ou à pince, 220 000 € pour un débusqueur 4 roues à câbles
- Câbles-mâts : 250 000 €
- Remorques forestières : 70 000 €
- Equipement forestier d'un tracteur agricole : 45 000 €
- Broyeurs tractés : 35 000 €
- Broyeurs automoteurs : 350 000 €
- Machines d'abattage (abatteuses ou pelles munies d'une tête de bûcheronnage ou d'une cisaille) : 400 000 €
- Têtes de bûcheronnage ou cisaille : 100 000 €
- Tracks ou chenilles améliorant la portance des engins forestiers : 16 000 € par paire
- Mini-pelles de moins de 12 tonnes « équipées forestières » (équipée d'un outil dent de sous-solage par exemple) : 120 000 €

Dans le cas d'engins livrés avec des tracks ou chenilles améliorant la portance, les plafonds correspondants sont majorés de 16 000 € par paire.

- **Modalités de versement**

L'aide sera versée sur présentation de la preuve de l'acquittement des dépenses éligibles, à savoir :

- soit les copies des factures, attestées acquittées par les fournisseurs, ou pièces comptables de valeur probante équivalente,
- soit les copies des relevés de compte du bénéficiaire, faisant apparaître le débit correspondant et la date de débit.

Un acompte de 80 % maximum de l'aide publique pourra être versé à la demande du bénéficiaire sur présentation de factures acquittées.

Article 5 : Procédure

- **Circuit de gestion des dossiers**

Les modalités d'instruction, de paiement et de contrôle relèvent du cadre défini dans le PDR Bourgogne 2014-2020.

A ce titre les contreparties FEADER sont gérées dans le cadre de sessions de sélection avec enveloppes fermées.

Le présent arrêté correspond à une session de sélection courant du 5 janvier 2022 au 27 avril 2022 pour une enveloppe FEADER de 400 000 euros.

Le formulaire de demande d'aide est à retirer auprès du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, Direction Agriculture Forêt, qui est le guichet unique vers lequel se tournent les porteurs de projets pour le dépôt des dossiers, leur instruction et les suites qui lui sont données.

La demande d'aide contient au moins les informations ci-dessous pour être recevable :

- a) le nom et la taille de l'entreprise
- b) la description du projet ou de l'activité, y compris ses dates de début et de fin
- c) la localisation du projet ou de l'activité
- d) la liste des coûts admissibles
- e) le type (subvention, prêt, garantie, avance récupérable ou autre) et le montant du financement public nécessaire au projet/à l'activité.

L'application de la réglementation relative aux aides d'Etat de par les régimes d'aide prévoyant la règle d'incitativité rend inéligible toute opération dont le commencement d'exécution a lieu avant la date de réception de la demande d'aide **au plus tard le 27 avril 2022 inclus** par le :

Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté

Direction de l'Agriculture et de la Forêt

4 square Castan – CS 51857

25031 BESANÇON CEDEX

Le commencement d'exécution est défini comme étant soit le début de l'activité, soit le début des travaux de construction liés à l'investissement, soit le premier engagement juridiquement contraignant de commande d'équipement ou à utiliser des services ou tout autre engagement rendant le projet ou l'activité irréversible, selon l'événement qui se produit en premier. L'achat de terrains et les préparatifs tels que l'obtention d'autorisations et la réalisation d'études de faisabilité ne sont pas considérés comme le début des travaux. Dans le cas des rachats, le «début des travaux» est le moment de l'acquisition des actifs directement liés à l'établissement acquis.

Pour être instruit, le dossier de demande d'aide doit au préalable être complet, c'est-à-dire que les conditions ci-dessous doivent être réunies :

- les rubriques, du formulaire de demande d'aide (original à fournir dûment complété, daté, cacheté et signé) et ses annexes auront été correctement renseignées et les engagements souscrits ;
- toutes les pièces justificatives nécessaires sont présentes dans le dossier ;
- toutes les questions complémentaires posées par le service instructeur sont pourvues.

Seuls les **dossiers complets** peuvent être programmés. L'accusé de réception du dossier complet attestera de la prise en compte du projet dans l'appel à candidatures considéré, sans préjuger de l'attribution ou non d'une aide en fonction des conclusions de l'instruction. **Les dossiers déclarés incomplets au 16 juin 2022 seront rejetés.**

Un accusé de réception de dossier complet est alors établi et **le projet intègre la session de sélection faisant l'objet du présent arrêté.**

Les demandes reçues entre le 15 mai 2021 et le 4 janvier 2022 pourront également être instruites dans le cadre de cette session de sélection.

Si le dossier n'est pas complet à la date limite pour la complétude des dossiers fixée au 16 juin 2022, il ne pourra pas être instruit. Si les conditions d'admissibilité d'une prochaine session de sélection le permettent, il pourra être complété et instruit dans ce cadre.

- **Modalités de sélection des dossiers**

Afin de répondre à l'exigence réglementaire de sélection, des critères de sélection ainsi qu'un seuil minimal pour l'accès aux soutiens ont été définis. Ceux-ci ont été validés suite à la consultation écrite du comité de suivi du 17 mars 2015 et du 27 juillet au 10 août 2018.

Chaque projet se verra attribuer une note reflétant l'impact de l'engin sur le sol. Cette note sera obtenue en divisant le poids en charge de l'engin (en tonnes) par la surface au contact du sol (en m²).

Pour les porteurs et les ensembles tracteur-remorque, on additionnera le poids à vide des engins équipés et la charge utile (données constructeur) pour connaître son poids en charge.

Pour les débusqueurs et les tracteurs équipés forestiers en configuration de débusqueur (équipés d'un treuil par exemple), on additionnera le poids à vide des engins équipés et la charge utile (calculée en multipliant la puissance de l'engin en CV par 0,0025 t) pour connaître son poids en charge.

On estimera que pour les machines d'abattage le poids à vide est équivalent au poids en charge.

Dans le cas de dossiers ne portant que sur des matériels destinés à être associés à d'autres engins (équipement forestier d'un tracteur en configuration de porteur, tête de bûcheronnage, broyeur tracté etc.), la note sera établie sur la base de l'ensemble au sein duquel sera associé l'investissement considéré.

Pour la surface au contact du sol, on multipliera le nombre de roues par la largeur des pneus au carré. Dans le cas des véhicules équipés de tracks ou chenilles, on multipliera la largeur des chenilles par la distance entre les axes pour estimer la surface au contact du sol.

A l'issue de chaque session de sélection, les matériels avec une note inférieure à 9 t/m² seront financés par ordre croissant des notes attribuées et dans la mesure des possibilités financières de l'enveloppe attribuée à la session de sélection. Dans le cadre de cette session de sélection, les matériels avec une note d'impact supérieure à 9 t/m² ne pourront pas être financés.

Il est précisé que les matériels ne quittant pas le réseau des dessertes forestières ou de la voirie publique (câbles-mâts notamment) ont, par défaut, une note de 0.

Si un dossier de demande d'aide comporte plusieurs équipements, chacun de ceux-ci fait l'objet d'une notation et de la procédure de sélection.

A égalité de note, les machines équipées d'huile biodégradable (que ce soit au niveau de l'hydraulique ou des organes de coupe) sont prioritaires.

Après l'étape de sélection, les contreparties Feader sont soumises pour avis au CRP pour la part Feader et au vote en CP ou SP pour la part régionale.

Si un dossier n'est pas sélectionné au cours de la session de sélection pour des questions budgétaires, il sera considéré comme rejeté. Si l'opération n'a pas reçu de début d'exécution, elle pourra faire l'objet d'une nouvelle demande d'aide dans le cadre d'une prochaine session de sélection.

Il est rappelé que la procédure de sélection étant basée sur l'estimation de l'impact sur les sols forestiers du matériel retenu dans le dossier, il n'est pas possible de changer de matériel après attribution de l'aide. Si le matériel effectivement livré ne correspond pas au devis retenu dans le dossier, la décision de subvention s'annule d'elle-même.

Article 6 : Dispositions diverses ou complémentaires

Le formulaire et la notice d'information (en annexe) sont téléchargeables sur le site www.europe-bfc.eu. Ils peuvent également être mis à disposition par la Région (contacts ci-dessus) sous forme papier sur simple demande.

Article 7 :

Monsieur le Directeur général des services de la Région Bourgogne-Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région.

Fait à Dijon, le 7 décembre 2021

Pour la Présidente et par délégation
le directeur général adjoint

Olivier RITZ